



Africa Europe Faith and Justice Network Réseau Afrique Europe Foi et Justice

ECHOS D'AEFJN

N. 21 – juin 2015

www.aefjn.org

aefjn@aefjn.org

REFLEXION

Addis Ababa 2015: Le temps est-il venu?

Comme les préparatifs pour la 3^e Conférence sur le financement pour le développement (FfD) à Addis Ababa progressent, les nations du Sud sont anxieuses, retenant leur respiration et se demandant quel cadre de politique financière émergera pour être adopté en exécution du programme de développement après-2015. Il ne suffit pas d'avoir un programme ambitieux, il faut qu'un cadre financier robuste y corresponde, sans quoi l'après-2015 deviendra une des rhétoriques creuses de l'ONU. Le programme présente une merveilleuse vision d'un changement de paradigme pour les personnes et pour la terre¹, mais ce qui reste à garantir est la volonté politique de poursuivre le programme. Le résultat de la conférence FfD est en effet crucial, non seulement pour la quête des nations en développement afin de briser le joug de la pauvreté, mais aussi pour la paix et la sécurité des nations développées.

[Pour en savoir plus](#)

AFRIQUE

Réunion entre AEFJN et les villageois de Koudiadiène

Le Secrétariat a été invité à une réunion avec les villageois (assistance 50 à 60 personnes) à Koudiadiène. Au cours de cette réunion, le chargé de plaidoyer d'AEFJN a présenté les résultats de l'étude et les efforts de plaidoyer à la fois en Europe et au Sénégal. Ensuite, l'assistance était d'accord qu'il faudrait renforcer l'organisation des efforts de plaidoyer au niveau local, spécialement en faisant entendre au gouvernement local les préoccupations pour lesquelles l'étude fournit des données. Pendant la réunion, des participants de villages voisins comme Lamlam ont aussi fait entendre leurs soucis, en déclarant qu'ils souffrent des mêmes impacts nuisibles de l'exploitation du phosphate dans leurs villages. Ainsi, les participants ont appelé à renforcer la solidarité entre les villages. Ensuite les villageois ont fait savoir au Secrétariat que la situation ne s'est pas améliorée depuis l'an dernier : perte totale de production des manguiers et des plants de tomates, et réduction dans la production des palmiers ; des pasteurs ont perdu du bétail à cause de l'intoxication provenant de la poussière émise par les sociétés. [Pour en savoir plus](#)

Lettre des évêques de Bukavu concernant la ville de Beni

Les évêques des six diocèses de la Province ecclésiastique de Bukavu viennent de publier une lettre intitulée NOTRE CRI POUR LE RESPECT ABSOLU DE LA VIE HUMAINE. Le document montre la

¹ Rapport européen sur le développement 2015: Combiner les finances et les politiques pour mettre en oeuvre un agenda transformant (Résumé de l'Exécutif).

profonde détresse des populations meurtries par les violences qui sévissent en la ville de Béni depuis bientôt deux ans et qui vont s'intensifiant. Les évêques demandent de cesser la violence, d'éviter la tentation du gain sans effort et d'arrêter de pactiser avec l'ennemi, pour construire ensemble une société plus juste, plus humaine et plus fraternelle. Ce cri de détresse a été soutenu par une déclaration des congrégations religieuses basées à Rome. Vous pouvez lire la déclaration des évêques de Bukavu ainsi que la lettre des congrégations religieuses sur notre site web. [Pour en savoir plus](#)

PLAIDOYER

Forum foncier mondial à Dakar

Le Secrétariat a participé au Forum foncier mondial à Dakar, organisé par la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC), une alliance de la société civile et d'agences intergouvernementales, consistant en 152 organisations venues de 56 pays. Le thème de la conférence de cette année était « une gouvernance foncière inclusive et juste pour un développement durable : le temps de l'action ». A la fin de la conférence, une déclaration commune fut adoptée par les 152 membres, regroupant des engagements communs pour l'action. Au cours de l'événement, AEFJN & CICODEV Afrique ont présenté l'étude de cas sur Koudiadiène. M. Amadou Kanouté, Directeur Exécutif de CICODEV Afrique, qui avait réalisé l'étude, fit un exposé sur l'étude de cas durant son discours en session plénière, où étaient présentes plusieurs personnalités officielles du gouvernement sénégalais. En même temps, M. Kanouté en appela à un moratoire sur les acquisitions de terres à grande échelle au Sénégal, afin d'instaurer une réforme agraire inclusive. [Pour en savoir plus](#)

Vote sur la traçabilité des minerais de sang

AEFJN se réjouit du vote intervenu au Parlement européen ce vingt mai, au cours duquel ont été adoptées des exigences obligatoires de traçabilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement et de transformation de produits contenant des minerais et/ou leurs métaux dérivés provenant des zones de conflit. Toutes les entreprises s'approvisionnant en tantale, en tungstène, en étain et/ou en or ('3TGs') comme matière première ou comme produit (semi-)fini seront désormais obligées de mettre activement en place des mesures pour veiller à ce que leurs produits ne financent pas des groupes armés et/ou ne contribuent pas à des violations des droits humains. A cet effet ces entreprises actives dans l'importation, la transformation et la commercialisation de ces minerais et métaux (y compris les entreprises en aval), soit environ 800.000 entreprises, doivent passer des informations sur les mesures prises pour identifier et traiter les risques dans leurs chaînes d'approvisionnement. [Pour en savoir plus](#)

La société civile pose des questions critiques à la Banque Mondiale

Dans le cadre de la campagne « Notre terre, notre affaire » soutenue par 260 organisations de la société civile, une série de questions critiques à la Banque Mondiale ont été formulées, principalement en relation à la préférence de la Banque pour l'agriculture à grande échelle. Les questions étaient posées dans la période préparatoire aux réunions annuelles de printemps de la Banque ; cependant, il n'y a pas été répondu officiellement. La société civile s'inquiète principalement du manque de consultation des paysans dans l'initiative la plus importante de la Banque Mondiale : « Enabling the Business of Agriculture », qui semble accordé aux intérêts de grandes entreprises d'agrobusiness. De plus, les organisations de la société civile restent critiques des indicateurs « Doing Business » de la Banque Mondiale, qui récompensent les pays qui diminuent les taxes sur le revenu des sociétés, qui diminuent les régulations sur le transfert de terres et les acquisitions de terre, tout en punissant les pays qui ont augmenté les taxes de contribution sociale. [Pour en savoir plus](#)

La société civile s'oppose à la Nouvelle Alliance du G7 sur la sécurité alimentaire et la nutrition

AEFJN, ensemble avec plus de 100 organisations de la société civile, soutient une déclaration au sujet de la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition en Afrique du G7/8. Lors du Forum Social Mondial les organisations de la société civile africaine ont partagé leurs analyses sur les impacts de la Nouvelle Alliance dans leurs pays. Selon elles, cette initiative constitue une véritable menace pour la sécurité alimentaire en Afrique, car elle se focalise principalement sur le renforcement de l'agrobusiness. Tandis que les principaux producteurs sont laissés à l'écart, notamment les paysan(ne)s et les exploitations familiales qui produisent environ 70% de la production vivrière en Afrique. Les études de différentes organisations de la société civile démontrent que les politiques établies dans le cadre de la Nouvelle Alliance favorisent les accaparements de terres et de ressources naturelles tout en fragilisant les moyens de subsistance des paysans et l'environnement. [Pour en savoir plus](#)

DES VOIX DU RESEAU

Réunion des Antennes

Du 15 au 17 mai, AEFJN a tenu sa réunion annuelle des Antennes à Bilbao à la maison des *Mercederías misioneras de Berriz*. Durant la réunion des Antennes, les participants ont évalué le plan d'action, ce qui a abouti à affiner ce dernier. Puis le secrétariat a discuté les études faites en Afrique, et en particulier l'étude Koudiadiène, qui a été présentée au Sénégal durant le forum foncier mondial par CICODEV Afrique et AEFJN. Ensuite les participants ont discuté la déclaration de S.E. l'archevêque TOMASI sur les droits humains et les affaires, le vote au Parlement européen sur les minerais de conflit et le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). Finalement, les Antennes ont présenté leurs activités de 2014-2015. [Pour en savoir plus](#)

VIDEOS

[TTIP/TAFTA et ses investisseurs tout-puissants expliqués](#)

Vidéo sur règlement des différends entre investisseurs et états dans le cadre des traités commerciaux et d'investissement. (4 min)

[Non au TAFTA](#)

Vidéo de campagne contre le TAFTA. (3 min)